

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Pourquoi-l-Europe-court-elle-apres-la-revolution>

Pourquoi l'Europe court-elle après la révolution ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : jeudi 5 novembre 2020

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Tous les yeux sont tournés vers l'élection américaine et vers la perspective de ses conséquences. Mais dans l'ombre de « L'Élection », il y a d'autres « éléments changeants » : L'Allemagne vient d'offrir à Washington un « accord de coeur » dans lequel l'Europe - avec l'Allemagne en tête - accepte de tirer parti de la stratégie américaine d'isolement et d'affaiblissement de la Russie et de la Chine. Et en retour, elle demande aux États-Unis d'accepter le leadership allemand d'une entité européenne (puissance et politique) avec les États-Unis. Poutine a reconnu cette possibilité (l'Allemagne aspirant à devenir une superpuissance) lors de son récent discours à Valdaï.

Mais les autres « éléments changeants » de cette perspective sont également en mouvement : Tout d'abord, le stratagème de l'Allemagne dépend d'une victoire de Biden, qui peut, ou non, se produire. Ensuite, le Président Macron cherche pour lui-même et pour la France à diriger l'Europe - dans une certaine mesure - sous réserve d'un « non-accord » de Brexit à la fin de l'année, ce qui affaiblirait encore davantage une Merkel désanimée et en déclin. La France, au contraire, prépare la « Grande Réinitialisation » de l'Europe : Un « espace » réglementaire et de valeurs, sous-tendu par un régime fiscal et d'endettement commun qui permettrait de reconstruire l'infrastructure économique de la France.

Tout cela soulève de nombreuses questions : Si Trump gagne, on peut s'attendre à ce qu'il ponctionne toute aspiration allemande (ou française) à drainer une partie de la puissance américaine, aussi joliment que le Ministre des Affaires Étrangères allemand l'enveloppe, car les États-Unis ne perdent pas tant en puissance qu'ils gagnent « un partenaire fort sur un pied d'égalité ». Huh !

L'idée que l'Europe puisse tirer parti de ce partenariat en faisant miroiter l'engagement de l'Allemagne « envers l'Occident en tant que système de valeurs », qui est « en danger dans sa totalité », et que seuls l'Allemagne et les États-Unis peuvent maintenir fort ensemble, semble un peu illusoire. Même lorsqu'il est enveloppé de « défense contre la soif de pouvoir indéniable de la Russie et les ambitions chinoises de suprématie mondiale ». Premièrement, il y a toujours Trump, et deuxièmement, La Chine et la Russie voient clairement le jeu. Pourtant, les dirigeants européens semblent s'attendre à ce que la Chine continue comme si de rien n'était. Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK) semble le penser (elle est à la fois Ministre de la Défense et Présidente de la CDU, le parti de Merkel). Pour ce qui est de contenir « le capitalisme d'État chinois contrôlé de manière agressive », elle suggère de créer une sphère commerciale européenne qui ne serait ouverte qu'à ceux qui veulent renforcer et soutenir l'ordre libéral fondé sur des règles - et à laquelle les autres États doivent « se soumettre » (selon les termes de Macron). Ce sont les fondements de la manière dont Bruxelles propose d'atteindre une « autonomie stratégique » (terme de Charles Michel).

Voici quelques extraits de « l'accord » d'Annegret Kramp-Karrenbauer dans un discours prononcé le 23 octobre :

« ... Surtout, les États-Unis d'Amérique nous a donné ce que nous appelons le '*Westbindung*'... *Westbindung*, pour moi, est et reste un rejet clair de la tentation historique de l'équidistance. *Westbindung* nous ancre fermement dans l'OTAN et l'UE et nous lie étroitement à Washington, Bruxelles, Paris et Londres. Il nous positionne clairement et à juste titre contre une fixation romantique sur la Russie - et aussi contre un État corporatif illibéral qui rejette les partis et les parlements [c'est-à-dire Seules l'Amérique et l'Europe peuvent maintenir l'Occident fort, en le défendant contre la soif de puissance russe et les ambitions chinoises de suprématie mondiale ... Être le donneur [dans un processus de « concessions mutuelles » avec les États-Unis] exigerait de nous une position politique ferme en matière de pouvoir. Jouer le jeu géopolitique avec ambition. Mais même en regardant tout cela, il y a encore des Américains qui ne sont pas convaincus qu'ils ont besoin de l'OTAN. Je comprends cela. Parce qu'il y a une chose qui manque encore : C'est que les Européens doivent prendre eux-mêmes des mesures puissantes, quand les choses se gâtent. Pour que les États-Unis puissent voir l'Europe comme un partenaire fort sur un pied d'égalité, et non comme une demoiselle en détresse. Comme vous pouvez le constater, le dilemme allemand est aussi un dilemme européen. Nous restons dépendants [des États-Unis], mais en même temps, nous devons nous prendre en main. En renforçant l'Europe de cette manière, l'Allemagne doit jouer un rôle clé ... en lui permettant d'agir plus indépendamment des

États-Unis et plus étroitement avec eux en même temps... ».

Trois grandes questions géopolitiques se recourent ici :

Premièrement, l'Allemagne se métamorphose politiquement, d'une manière qui présente des parallèles inquiétants avec sa transition dans le cadre européen d'avant la Première Guerre Mondiale. En bref, la « question allemande » refait surface (mais pas à la manière d'AKK) : Lors de la chute du Mur de Berlin, la Russie a soutenu la réunification de l'Allemagne et a placé ses espoirs dans le fait que l'Allemagne soit un partenaire pour le projet d'unification plus large : la construction d'une « Grande Europe ».

Cela s'est avéré être une chimère : L'Allemagne, loin de soutenir l'inclusion de la Russie, a au contraire favorisé l'expansion de l'Europe et de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. L'UE - sous la pression des États-Unis - formait une Grande Europe qui allait finalement inclure tous les États européens, à l'exception de la Russie.

Mais ce faisant, l'Europe de l'Ouest absorbait dans l'UE la tumeur de la névralgie de l'Europe de l'Est sur la Russie. Berlin, pendant ce temps, a joué sur l'hostilité viscérale des États-Unis envers la Russie - plutôt comme un outil pour construire son espace européen jusqu'à la frontière russe. L'Allemagne a donc donné la priorité à l'apaisement des anciennes antipathies de l'Europe de l'Est, avant toute tentative réelle de relation avec la Russie. Aujourd'hui, l'Allemagne veut « jouer à nouveau ».

Dans une interview accordée en juillet, Annegret Kramp-Karrenbauer a déclaré que les dirigeants russes doivent être « confrontés à une position claire » : Nous sommes bien fortifiés et, en cas de doute, prêts à nous défendre. Nous voyons ce que fait la Russie, et nous ne laisserons pas les dirigeants russes s'en tirer à bon compte ».

Bien : Trompe-moi une fois... mais trompe-moi deux fois... ? L'épisode Navalny a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'était un mensonge flagrant. Merkel et Macron savaient que c'était un mensonge. Et ils savaient que Moscou le savait aussi. Mais ils ont préféré jeter un autre « os » aux Russophobes. Moscou a abandonné avec eux.

Le véritable casse-tête est de savoir pourquoi Moscou a supporté cette mise en scène pendant si longtemps. La réponse réside peut-être dans l'aigle russe à deux têtes, dont les têtes sont tournées dans des directions opposées : l'une vers l'Europe, l'autre vers l'Asie. La tromperie évidente de Merkel étend et met à l'épreuve la confiance sociale en Russie, tout simplement trop loin. Les élites russes peuvent se tourner vers l'Europe, mais leur base est tournée vers l'Est. Navalny a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Aujourd'hui, Macron - toujours énergique, mais lui-même affaibli politiquement - espère drainer davantage la force de Merkel (en termes mercantiles), en mettant au point un Brexit sans accord avec le Royaume-Uni qui endommagerait l'énorme excédent commercial de l'Allemagne avec la Grande-Bretagne, au moment même où l'Allemagne perd des marchés en Russie (et peut-être maintenant en Chine) ; et alors que les États-Unis, si Trump est réélu, se lancera probablement dans une guerre commerciale avec l'Europe.

L'objectif est d'affaiblir la position de Merkel, c'est-à-dire de s'opposer à un instrument européen de dette commune et à des politiques fiscales communes, afin que la France puisse puiser dans les ressources fiscales allemandes placées dans un « pot commun » et utilisées pour relancer l'économie française.

Le plan de Bruxelles pour une « Grande Réinitialisation » - transformant l'économie européenne et la sphère sociale - par l'automatisation et la technologie est, comme Tom Luongo l'a noté, illusoire : « Il m'est apparu assez clairement que l'Europe se fait des illusions en pensant qu'elle peut soumettre le monde sous sa coupe, en imposant ses règles

et ses normes au reste d'entre nous, y compris à la Chine, [tout] en permettant à nouveau aux États-Unis d'agir comme son représentant - car il est illusoire que l'Europe puisse maintenir sa position [« de puissance et politique »].

Pourquoi ?

Parce que si la Chine incarne un « capitalisme d'État contrôlé de manière agressive » dans le langage européen, elle est également un « État civilisationnel » majeur, avec ses propres valeurs. Bruxelles peut qualifier son espace réglementaire « d'ouvert », mais il est clairement exclusif et non multilatéral. L'action de cette politique ne fait que pousser le monde vers une séparation des sphères réglementaires distinctes - et vers une récession plus profonde.

Sur le plan pratique, alors que la première phase de la Covid avait tendance à soutenir les gouvernements en place en Europe, le pic d'infection actuel détruit le soutien aux gouvernements en place. Des protestations et des émeutes ont lieu de plus en plus en Europe. Les épisodes de violence ont été accueillis avec horreur par les autorités, qui soupçonnent le crime organisé et les groupes radicaux d'être à l'oeuvre pour déclencher un incendie politique. Et ce potentiel est bien présent.

Au chômage structurel déjà subi lors de la première phase, il faut maintenant ajouter une autre vague de chômage peut-être irréversible, (encore) dans le secteur des services. Pour les petites entreprises et les travailleurs indépendants, c'est un cauchemar. Il n'est pas surprenant que la colère augmente au fur et à mesure que ceux qui perdent leurs moyens de subsistance constatent que les fonctionnaires et les classes moyennes, plus généralement, passent à travers cet épisode, pratiquement indemnes.

Les gouvernements européens ont été pris au dépourvu. La confusion est totale alors que les gouvernements tentent de concilier le maintien de l'économie en vie et l'endiguement des malades dans des hôpitaux surpeuplés, sans parvenir à aucun des deux. Cela représente le coût de « l'ouverture estivale » pour sauver la saison touristique. Personne n'est sur son balcon le soir à taper sur des casseroles en signe de solidarité communautaire. Aujourd'hui, des protestations et des émeutes ont pris la place.

Dans cette colère croissante s'insère un sombre soupçon. Certains peuvent considérer le Covid comme une pure conspiration, d'autres non. Pourtant, ce n'est pas une « conspiration » de croire que les gouvernements européens ont pu sciemment utiliser la pandémie pour renforcer leurs outils de contrôle social (bien que la « distanciation » soit une véritable stratégie d'endiguement médical). S'agissait-il d'une concertation en prévision des changements implicites de la « Grande Réinitialisation » ? Nous ne le savons pas. Pourtant, dès le début, les gouvernements occidentaux ont présenté leurs mesures comme une « guerre » - et comme une guerre qui exigeait une économie dirigée par l'État en temps de guerre, et la conformité du public en temps de guerre.

À tort ou à raison, cela devient une guerre de culture. Les accents de la colère dans les rues américaines. Une fois de plus, de sombres soupçons de fermeture de la vie culturelle afin de préparer les Européens à la noyade de leurs identités culturelles dans un grand melting-pot fait à Bruxelles. Ces craintes sont peut-être mal placées, mais elles sont « là dehors », et virales.

C'est le tissu politique et la cohésion sociétale de l'Europe qui sont en jeu, et ses dirigeants ne sont pas seulement confus : Ils ont peur.

Ce serait en effet une illusion hubristique si les dirigeants européens procédaient à la « Grande Réinitialisation »

Pourquoi l'Europe court-elle après la révolution ?

automatisée et ajoutaient encore plus de chômage structurel à un tas qui menace déjà de s'effondrer sous son poids croissant (en protestations de masse). Veulent-ils une révolution ?

Alastair Crooke* pour [Strategic Culture](#)

Strategic Culture-»<https://www.strategic-culture.org/news/2020/11/02/why-is-europe-courting-revolution/>]

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais par : Réseau International